

## CORÉE DU NORD

# Une succession dans la stabilité, préparée de longue date

**La mort du dirigeant nord-coréen Kim Jong-il ouvre une période d'incertitude, mais les analystes écartent l'hypothèse de turbulences majeures pour le régime stalinien, qui préparait depuis deux ans l'intronisation de son fils cadet Kim Jong-un, officiellement confirmée hier.**

L'annonce du décès de Kim survenu samedi installe Kim Jong-un, âgé de moins de 30 ans, à la tête de la République populaire démocratique de Corée (RPDC), l'unique dynastie communiste au monde.

Et dans un pays à l'opacité rarement prise en défaut, qui plus est détenteur de l'arme nucléaire, elle soulève de multiples interrogations.

Y compris en Chine, l'un de ses rares alliés avec la Russie, «très inquiète car elle souhaitait avant tout assister à une transition en douceur entre Kim Jong-il et Kim Jong-un», a estimé Stephanie Kleine-Ahlbrandt, une analyste de l'International Crisis Group basée à Pékin.

«L'idée était que Kim Jong-il resterait présent pour deux années supplémentaires, ce qui lui aurait permis de mettre complètement en place les mécanismes nécessaires à la transition du pouvoir.» «Si l'organisation de la succession ne fonctionne pas, cela pourrait déboucher sur le chaos», a confirmé le professeur Joseph Cheng, de la Hong Kong City University. Une hypothèse que Pékin «veut assurément éviter» car elle «déstabiliserait la frontière» et provoquerait un afflux de réfugiés sur son territoire. Mais les experts sud-coréens estiment de leur côté que la succession, échafaudée par petites touches et accélérée après l'accident cérébral de Kim Jong-il en 2008, ne devrait pas entraîner de turbulences immédiates.

Les médias officiels ont d'ores et déjà appelé à faire allégeance au nouveau leader d'un Etat partagé entre une nomenklatura privilégiée et des masses indigentes qui souffrent de la faim. L'agence officielle KCNA a ainsi exhorté «tous les membres du Parti (des travailleurs), les militaires et le peuple (...) à suivre fidèlement l'autorité du camarade Kim Jong-un». Ces déclara-

tions témoignent que «Jong-un est déjà fermement aux manettes», selon Paik Hak-Soon, du Sejong Institute, un «think-tank» basé à Séoul. Les cadres nord-coréens, ajoute-t-il, «ont déjà tout arrangé et le régime semble stable (...). L'ère Kim Jong-un a déjà commencé». Pour Baek Seung-Joo, de l'Institut coréen d'analyses militaires, le Nord a parfaitement organisé la succession, avec la famille dans le rôle du cercle restreint. «Pendant quelque temps, l'armée et la famille de Kim vont s'efforcer de confirmer Kim Jong-un dans son rôle de leader et se rassembler autour de lui», estime-t-il. La sœur unique de Kim



Kim Jong-il.

Jong-il, Kim Kyong-Hui, et son époux, Jang Song-Thaek, devraient jouer un rôle prééminent à ses côtés, secondés dans leur tâche par le chef de l'Etat-major interarmées

Ri Yong-Ho, affirme le professeur Yang Moo-Jin, de l'université de Séoul. Quant à la politique étrangère, elle devrait elle aussi se garder de toute révolution, même si Pyongyang a procédé hier à un essai de tir de missile à courte portée. Le régime n'a aucun intérêt à rebattre les cartes alors que de nouvelles consultations directes entre Pyongyang et Washington laissent entrevoir une possible détente, après des années de tensions autour du programme nucléaire nord-coréen. Le jeune Kim, propulsé depuis quelques années à des postes politiques et militaires stratégiques, «ne devrait pas engager de changement de politique drastique tant qu'il s'emploiera à asseoir son autorité», observe Baek Seung-Joo, de l'Institut coréen d'analyses militaires. D'autant que le Nord est désireux d'apaiser son peuple, en proie aux plus grandes difficultés sociales

et économiques, manquant de tout et en particulier d'aliments pour les enfants, à l'approche du centième anniversaire de la naissance de Kim Il-Sung, le fondateur de la RPDC et grand-père de Kim Jong-un.

Samedi, jour annoncé de la mort de Kim, la presse sud-coréenne rapportait que la Corée du Nord avait accepté de suspendre son programme d'enrichissement d'uranium à des fins militaires, un préalable fixé par les Etats-Unis à la reprise de négociations sur le désarmement et l'aide alimentaire.

Washington cherche à relancer les pourparlers à Six (Corées, Etats-Unis, Russie, Chine, Japon) sur la dénucléarisation du Nord, au point mort depuis décembre 2008.

Les Nord-Coréens «se manifesteront sûrement pour reprendre les négociations avec les Etats-Unis à la fin du deuil», pronostique Baek Seung-Joo.

## Damas accepte la venue d'observateurs

**La Syrie a formellement accepté hier, après une valse-hésitation de plusieurs semaines, la venue d'observateurs arabes dans le pays, jugée immédiatement par l'opposition comme une «manœuvre» pour gagner du temps.**

Le vice-ministre syrien des Affaires étrangères Fayçal al-Maqdad a signé au Caire un document autorisant la venue d'observateurs, dans le cadre d'un plan de sortie de crise mis au point par la Ligue arabe, que Damas avait déjà accepté «sans réserves» sans jamais pour autant l'appliquer.

A Damas, le chef de la diplomatie syrienne Walid Mouallem a assuré que les observateurs arabes étaient «les bienvenus» en Syrie, lors d'une conférence de presse.

«La signature du protocole est le début d'une coopération entre nous et la Ligue arabe. Nous accueillons avec satisfaction la délégation des observateurs», a-t-il poursuivi, ajoutant que «cet accord sera renouvelé dans un mois si les deux parties en sont d'accord». Le secrétaire général de la Ligue arabe Nabil

al-Arabi a annoncé qu'une première délégation se rendrait en éclaireur à Damas sous trois jours.

Dirigée par Samir Seif al-Yazal, assistant du secrétaire général, elle sera «composée d'observateurs de la sécurité, du droit et de l'administration», a déclaré M. Arabi, précisant que des équipes incluant des experts des droits de l'Homme suivraient. La France a réclamé aussitôt que les observateurs arabes puissent remplir leur mission «le plus rapidement possible sur le terrain» en Syrie, où le régime réprime depuis plus de neuf mois un mouvement de révolte sans précédent.

Six civils ont été tués hier par les forces de sécurité à Deraa (sud) et à Deir Ezzor (est), a rapporté l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH). Dans la province d'Idleb, ce sont trois soldats de l'ar-

mée régulière syrienne qui ont été tués hier lors d'affrontements avec des déserteurs, selon la même source. Les forces de sécurité ont ouvert le feu sur des manifestants dans le quartier historique de Midane à Damas. Deux personnes dont un enfant ont été blessées, selon l'OSDH et les Comités locaux de coordination (LCC), qui chapeautent les manifestations sur le terrain.

Dans un communiqué, les LCC ont annoncé que 937 civils, dont 60 enfants, ont été tués par les forces de l'ordre et l'armée syriennes depuis le 16 novembre, date à laquelle Damas avait refusé de signer le protocole arabe.

Burhan Ghalioun, chef du Conseil national syrien (CNS) qui regroupe la majorité des courants de l'opposition syrienne a estimé que les déclarations de M. Mouallem étaient une «tromperie» pour «couvrir l'échec du régime syrien», dans une conférence de presse à Tunis. Les rapports des observateurs «seront envoyés au secrétaire gé-

ral de la Ligue arabe et à moi-même», a indiqué le chef de la diplomatie syrienne. «Nous en discuterons par téléphone avant toute prise de décision», a expliqué M. Mouallem, précisant que cela faisait partie des demandes syriennes.

«Une commission nationale sera le trait d'union entre la délégation des observateurs et le gouvernement syrien», a-t-il précisé.

Les observateurs pourront «accéder aux points chauds mais pas aux points militaires sensibles».

M. Mouallem a affirmé que son pays n'avait accepté de signer ce protocole que parce qu'il respectait sa «souveraineté».

«Dans ce protocole, nous parlons de protéger les civils contre les groupes terroristes», a-t-il ajouté.

La répression dans le pays a fait depuis la mi-mars plus de 5 000 morts, selon l'ONU, mais Damas attribue les violences à des groupes terroristes armés.

«De nombreux pays dans le monde ne veulent pas reconnaître la présence de groupes terroristes armés en Syrie. Ils vont venir et ils vont voir qu'ils sont présents. Nous ne devons absolument pas avoir peur», a réagi M. Mouallem.

La Ligue arabe avait menacé de recourir au Conseil de sécurité de l'ONU, où Moscou, allié de longue date de Damas, bloquait jusqu'à récemment les résolutions condamnant la répression dans le sang.

Jeudi, la Russie a créé la surprise en proposant sa propre résolution condamnant les violences commises «par toutes les parties» syriennes.

«Il n'y a aucun changement dans la position russe. Il y a une coordination quotidienne avec les (dirigeants) russes. Ils ont conseillé à la Syrie de signer le protocole et nous l'avons fait», a pourtant affirmé M. Mouallem.

Paris a souligné que l'envoi d'observateurs «ne constitue que l'un des éléments» du plan de sortie de crise arabe qui prévoit aussi «l'arrêt de la répression, la libération de toutes les personnes emprisonnées à l'occasion des manifestations, le retour de l'armée dans les casernes et l'accès au territoire syrien des médias internationaux».

## Les Tchèques s'inclinent à Prague devant le cercueil de Vaclav Havel

**Les Tchèques se pressaient hier pour se recueillir devant le cercueil de l'ex-président Vaclav Havel, exposé dans une ancienne église au cœur de la Vieille Ville de Prague, et signer à la présidence le livre de condoléances au lendemain du décès de l'icône de la «Révolution de velours».**

«J'ai toujours eu beaucoup d'estime pour cet homme. J'admirais son courage, ses idées ainsi que son comportement noble», confie Jan Zelenka, un ancien journaliste aujourd'hui retraité, une rose à la main. «Il se sacrifiait pour nous», ajoute-t-il, en proie à une forte émotion.

Dès neuf heures du matin, les Pragois commencent à se presser dans la petite rue Zlata, à proximité de l'ancienne église Sainte-Anne désacralisée au 18<sup>e</sup> siècle, complètement rénovée et transformée par la fondation Vision 97 de M. Havel en centre culturel. Dans le froid matinal, ils attendaient patiemment et dans le silence l'ouverture de la porte du bâtiment, à midi, aux sons de nombreuses cloches de la «ville aux cent tours».

L'un après l'autre, femmes et hommes, jeunes et vieux, s'approchaient du cercueil en bois massif, pour y déposer des fleurs, s'incliner, faire un signe de croix, caresser le cercueil ou s'arrêter tout simplement pour quelques brefs instants.

Une gerbe de roses rouges au ruban noir gisait sur le cercueil, déposée peu avant midi par l'épouse de l'ancien dramaturge-dissident devenu président, Dagmar Havlova-Veskrnova. Des amis du défunt montaient la garde d'honneur près de son grand portrait en noir et blanc, cerné d'un ruban noir. «Je suis très affligée par le décès de Vaclav Havel», dit Hana Joova, violoniste d'un orchestre qui s'était produit il y a cinq ans, à l'occasion du 70<sup>e</sup> anniversaire de Vaclav Havel. «Il était très gentil et franc.» Le cercueil devait rester exposé jusqu'à ce soir, pour être transféré ensuite dans la salle Vladislav au Château de Prague, siège officiel de la présidence tchèque. C'est là que les Pragois, ainsi que les visiteurs de la capitale tchèque, signent depuis hier matin le livre de condoléances pour celui qui avait occupé le Château entre 1989 et 2003. «Je suis venue pour lui dire adieu. Il signifiait beaucoup pour moi, en tant que président et en tant qu'homme», a confié

à l'AFP Marta Cabanova, retraitée. Le successeur de M. Havel au poste de président, Vaclav Klaus, a également signé hier matin le registre, accompagné par la présidente de la Chambre des députés Miroslava Nemcova et l'archevêque de Prague M<sup>r</sup> Dominik Duka.

Martina Binarova, une fonctionnaire âgée de 32 ans, est venue au Château avec son fils. «Je l'ai emmené ici pour lui dire ce que Vaclav Havel signifiait pour nous», dit-elle.

«J'avais 10 ans à l'époque de la Révolution de velours, mais je savais bien ce que c'était que l'ancien régime car mes parents n'étaient pas autorisés par les communistes à faire des études», raconte M<sup>me</sup> Binarova.

L'institutrice Radka Winterova et sa classe de l'école primaire de Prague-Petrovice ont été parmi les premiers signataires du livre de condoléances.

«Les enfants ont apporté des fleurs et des bougies», explique-t-elle. «Il était notre meilleur président», dit Jachym Hama, âgé de dix ans. Son camarade de classe Ondrej Pavelka s'empresse d'ajouter : «Nous n'aurons plus un tel président.»